

Le modèle djiboutien de développement fait écho au 248^{ème} Conseil d'Administration de la BID

La 248^{ème} session du Conseil d'Administration de la Banque Islamique de Développement (BID) s'est ouverte le dimanche 05 novembre 2007 à 9h au KEMPINSKI Hôtel sous la présidence du Dr. Ahmad Mohamed Ali, Président du Groupe de la BID.

Il faut rappeler que le Conseil s'est tenu au lendemain du Forum sur les Opportunités d'Investissement à Djibouti qui a regroupé les investisseurs privés (nationaux et étrangers), les représentants des institutions financières internationales et des organisations publiques. Après les présentations sur les atouts et opportunités de Djibouti, ce Forum a été suivi par une visite des projets phares (Doraleh, Centre de quarantaine orphelinat Al RAHMA, zone Franche, Cité Hodane) dans l'après-midi.

Le Conseil d'Administration de la BID est composé de 14 Administrateurs dont 7 permanents représentant les pays détenant les plus grosses actions (Arabie Saoudite, Koweït, Emirats Arabes Unies, Libye, Egypte, Iran, Turquie). Les 7 autres sont désignés par rotation pour un mandat de 3 ans. Depuis janvier 2006, Djibouti occupe le siège.

Malgré un ordre du jour chargé, le Conseil s'est longuement focalisé sur les impressions tirées de la visite des projets et chantiers de Djibouti, et particulièrement de l'excellent partenariat public-privé tissé avec Dubaï Port certes, mais également de manière générale avec les Investisseurs directs étrangers (IDE).

En effets, les membres du Conseil ont unanimement salué la stratégie visionnaire du Président de la République qui n'a pas hésité à miser le développement de son pays sur un véritable partenariat public-privé en s'inspirant des expériences de Dubaï. Il s'agit, à n'en pas douter, d'une politique sage et pragmatique loin des idées préconçues des institutions de Bretton Woods. Les Administrateurs ont vraiment applaudi le "modèle djiboutien de développement" et ont vivement encouragé la direction de la Banque à soutenir de manière plus active ce modèle de développement réaliste et basé sur un partenariat de proximité en termes d'approche de développement, géographique et de culture.

Le Conseil a exhorté la BID à s'impliquer davantage dans le projet grandiose de Doraleh car il répond à la vocation première de la BID : être une institution financière de premier rang pour le développement des pays de la Oumma. C'est ainsi qu'il est déjà envisagé un financement prochain de la BID à la construction du terminal conteneur de Doraleh.

Naturellement, les réalisations et les investissements directs étrangers n'ont pas occulté, aux yeux des administrateurs, les réalités sociales marquées la pauvreté et la précarité des couches vulnérables.

C'est dans ce souci que le Conseil approuvé, séance tenante :

- Un programme social intégré de lutte contre la pauvreté urbaine d'un montant de 16,25 millions \$ US basé, d'une part, sur la réhabilitation des infrastructures et services de base, le développement communautaire et la micro finance pour 8,75 millions \$US géré à travers l'ADDS et, l'autre, sur la construction de la route Djibouti Loyada longue de 18 kms pour faciliter le développement de l'élevage dans la région et les villages limitrophes.
- Une étude de faisabilité pour la mobilisation des eaux de surface (barrages de retenues d'eaux de pluie) à Ali Sabieh et Tadjourah pour un montant de 300.000 \$ US (Don). L'objectif de ce projet est de contribuer à améliorer les conditions de vie des populations rurales par un meilleur accès à l'eau.

Par ailleurs, le Département du commerce de la BID vient d'approuver un financement de 12 millions de \$ US (prêt) pour un programme d'importation de pétrole à Djibouti.

Sans oublier que la Société Islamique de financement du Secteur Privé (filiale de la BID) a déjà accordé, depuis septembre 2007, une ligne de crédit de 1 millions \$US pur le secteur privé djiboutien logée à la Saba Islamic Bank de Djibouti.

D'autres projets, et non des moindres, sont à l'étude et seront présentés au Conseil dans le courant de l'année 2008 (1429H).

Novembre 2006 : Sommet COMESA ; Novembre 2007 : Conseil d'Administration de la BID, Djibouti a acquis, une notoriété comme place économique de référence et la large couverture médiatique par les chaînes étrangères en est une preuve.